



Pas de marchés publics sans négociation collective :

Ensemble, pour une réforme sociale de l'UE

2 000 milliards d'euros de dépenses publiques

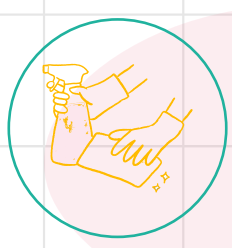
C'est le montant colossal des marchés publics régis par les règles de l'UE, actuellement sous la direction du Commissaire Stéphane Séjourné.



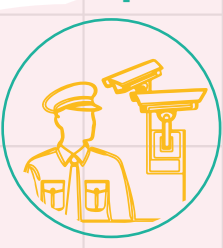
plus de 50% des appels d'offres basés uniquement sur le prix

La moitié des marchés publics dans l'UE sont attribués au moins offrant, ignorant souvent le traitement des travailleurs ou la qualité des services.

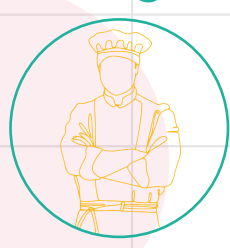
Les secteurs en première ligne :



Propreté



Sécurité privée



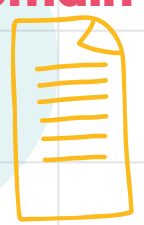
Restauration collective

Les travailleurs de la propreté, de la sécurité privée et de la restauration collective sont les principales victimes de cette logique financière.

Nous réclamons une réforme pour l'humain

Avec le soutien de plus de 100 économistes

Des experts de renommée mondiale, dont Thomas Piketty et Isabella Weber, ont signé une lettre ouverte critiquant la domination du «prix le plus bas».



Sortir du dumping social

La réforme doit garantir des salaires justes et des garanties statutaires pour que les travailleurs puissent vivre dignement de leur métier.

Rendez-vous le 1^{er} Juillet 2026 à 13h00

Une date clé qui coïncide avec le début de la présidence irlandaise du Conseil de l'UE, pivot des négociations.

Tous mobilisés le 1^{er} juillet 2026

à Bercy (Paris) et Dublin

Nos droits ne sont pas à vendre

